

“LE PERSONNEL EST POLITIQUE” FÉMINISME ET FOR INTÉRIEUR

PAR

Françoise PICQ

Maître de Conférences à l'Université de Paris 9

Le mouvement féministe des années 70 peut-il être considéré comme une tentative de résorption du “for intérieur” ? On est tenté de répondre oui à cette question, même si le problème n’a jamais été posé en ces termes. En effet le mot d’ordre qui sans doute caractérise le mieux ce mouvement, dans tous les pays concernés : “Le personnel est politique” indique bien la détermination à ne rien tenir à l’écart. Ce n’est pas seulement la distinction entre domaine public et domaine privé qui se trouve remise en question ; c’est le personnel, l’individuel, l’intime qui sont mis au nombre des enjeux collectifs.

Il faut pourtant y regarder de plus près ; comprendre le sens et la portée du mot d’ordre en le replaçant dans le contexte de l’époque, dans la conception du politique qui est celle de Mai 68. Il faut aussi expliquer la nécessaire remise en question de la distinction entre public et privé : depuis que la Révolution française, suivant les conceptions de Rousseau, a exclu les femmes de la citoyenneté pour les assigner au domestique, le féminisme est toujours une protestation contre cette relégation, une aspiration à exister comme individu qui s’inscrit à certains moments dans un mouvement collectif. Chacun de ces moments se structure autour d’enjeux — pas toujours explicites — et prend des formes originales, avec la créativité et les risques de dérives qui leur sont liés : ainsi celles auxquelles a pu conduire la politisation du personnel, notamment dans le féminisme français. Mais sans doute est-ce là le prix d’une recomposition des clivages et d’un rééquilibrage.

I - "LE PERSONNEL EST POLITIQUE"

Le mot d'ordre — comme le mouvement des femmes — est venu d'Amérique, mais il s'inscrit clairement dans les conceptions de Mai 68, dans la contestation et la redéfinition du politique.

"Tout est politique !". Cela signifiait que tout peut être remis en question par la volonté collective ; que rien n'est donné une fois pour toutes, immuable ou fatal. La soif de changement, si vive alors, ne pouvait se réduire à la sphère du politique, pas même aux rapports de production ; elle s'exprimait aussi — d'abord ? — dans la vie quotidienne, dans les rapports individuels, dans la philosophie de la vie. C'est pourquoi cette volonté de redéfinir les enjeux collectifs allait de pair avec l'aspiration à décider par soi-même, à gouverner sa propre vie, excluant toute idée de représentation, de "délégation de pouvoir". Autant le politique comme projet révolutionnaire était valorisé, autant la politique comme activité particulière, professionnalisée, était méprisée. En ce temps là, "Changer la vie" n'était pas un "programme de gouvernement" ; c'était un projet de libération de chacun par chacun.

"Tout est politique !" disaient les uns. "Le personnel est aussi politique !" répétaient les autres, en écho. L'article, signé par Carroll Hanisch¹, a été publié en français dans le numéro spécial de *Partisans* "Libération des femmes année zéro". Là se trouvaient rassemblées, à l'automne 1970 les bases théoriques du tout nouveau mouvement de libération des femmes (traductions de l'américain et premiers points de vue français). Le texte de Carroll Hanisch était une réponse aux accusations de la Nouvelle Gauche à l'égard des groupes de femmes, qualifiés de/disqualifiés comme "thérapeutiques" ou "personnels". Deux termes que réfute Carroll Hanisch : "*nos problèmes personnels sont des problèmes politiques pour lesquels il n'existe aucune solution personnelle. Il ne peut y avoir qu'une action collective pour une solution collective*". D'ailleurs il ne s'agit pas de thérapeutique, puisqu'il est pas question de s'adapter aux conditions objectives mais de lutter pour les changer.

Tels sont donc les critères qui permettent de considérer le "personnel" comme "politique" : le caractère collectif des problèmes comme des solutions et la lutte contre la société que celles-ci appellent.

Les mouvements féministes à travers le monde se sont immédiatement reconnus dans ce qui est alors devenu un mot d'ordre, parce qu'il exprimait parfaitement ce sentiment partagé par tant de femmes, ce déclic de la "prise de conscience" dont les témoignages abondent : "*une des choses que nous avons découvertes, c'est que des événements que nous avons cru personnels (avortements, viols, oppression) avaient été vécus aussi par d'autres, qu'il s'agit non*

1. Hanisch (C.), "Problèmes actuels : éveil de la conscience féminine. Le «personnel» est aussi «politique»", *Partisans*, n°54-55, "Libération des femmes, année zéro", juillet-octobre 1970.

de problèmes individuels mais d'une réalité collective d'oppression"². A travers l'échange d'expériences, les femmes se forgeaient la conviction que les mêmes problèmes sont vécus par toutes, et qu'il ne s'agit pas de fatalité, de destin naturel mais d'une situation construite — historiquement et socialement — et donc susceptible de modifications volontaires³.

Affirmer le caractère politique des problèmes personnels, dans le contexte de l'époque, c'était bien sûr affirmer — à l'intention des militants — la légitimité révolutionnaire de la lutte des femmes. Mais en insistant sur l'expérience personnelle, en considérant celle-ci comme le seul moyen de connaître la réalité de l'oppression, le mouvement des femmes marquait ses distances avec l'extrême gauche. Il se constituait à partir du gauchisme mais en rupture avec lui, dans une joyeuse affirmation de cette opposition.

L'acte fondateur du mouvement des femmes est bien le symbole de cette rupture. La "non-mixité", revendiquée, conquise, défendue, sans être guère théorisée, a produit des effets importants, dans la découverte de la parole et de la solidarité entre les femmes, mais aussi dans le mode d'organisation politique. Au delà de l'exclusion des hommes et de leur mise en position d'oppressé (qui a fait scandale notamment en France) la non-mixité reposait sur l'idée que la lutte contre l'oppression appartient aux opprimés eux-mêmes. Le lien qui constituait le mouvement des femmes, ce n'était pas l'accord des opinions mais le partage d'une même situation.

Le statut de la théorie et le rapport au militantisme en étaient bouleversés. C'est "à partir de soi", de son vécu qu'on cherchait à comprendre les racines de l'oppression des femmes et à déterminer les moyens de la lutte. Les théories politiques, c'est-à-dire le marxisme, étaient considérées comme inutiles voire dommageables, freinant la véritable prise de conscience chez les militantes empêchées de reconnaître leur propre oppression en tant que femmes. Alors qu'il n'était plus question de se poser en "*militante politique professionnelle se penchant sur le problème de la libération de la femme*", parce qu'elle en aurait compris théoriquement la nécessité, mais d'être une femme luttant pour la libération des femmes, y compris la sienne⁴.

En se faisant objet de leur propre lutte, et en refusant tout principe d'explication *a priori*, les femmes du M.L.F. rompaient avec le militantisme d'abnégation et avec les formes d'organisation et de pouvoir qui traditionnellement l'accompagnent. Elles prenaient le contre pied de ce qu'elles avaient connu dans les groupes dont beaucoup venaient. Elles voulaient constituer un mouvement — non une organisation —, valorisaient la spontanéité et repoussaient l'idée d'une "avant-garde", qui saurait plus ou mieux que les autres femmes ce qu'elles vivent ou ce qu'elles veulent.

2. Cathy, "Je suis moins désespérée qu'il y a quelques années", *Libération*, 18 mai 1978.

3. Kandel (L.), "Du politique au personnel, le prix d'une illusion", in *Crises de la société, féminisme et changement*, Colloque du GEF, Tierce-Revue d'en face, 1991.

4. J.K., "Les militantes", *Partisans*, *op. cit.*

L'association et de la distinction entre "personnel" et "politique" a conduit doucement à la préférence pour le premier terme et pour ceux qui lui étaient associés : le spontané était ainsi opposé à l'institué, le privé au public, le vécu au livresque, la parole authentique au discours stéréotypé, l'émotionnel à l'intellectuel, les masses aux avant-gardes⁵.

En revanche individuel et collectif étaient intimement liés dans un projet de libération où chacune était concernée au plus profond. Le mouvement des femmes permettait de transformer ses épreuves individuelles en enjeux collectifs. Chacune construisait son identité, son autonomie personnelle, dans la recherche collective de l'identité des femmes, et se forgeait un destin historique en participant au combat pour la libération des femmes. "Le personnel est politique", cela signifiait aussi que chacune investissait sa vie privée dans le combat collectif et que les rapports entre les sexes devenaient l'enjeu du conflit : rapports sociaux entre deux groupes, rapports de pouvoir et d'exploitation à combattre, mais aussi rapports interindividuels, sexuels et amoureux. La lutte des femmes pour leur libération se menait sur tous les fronts et son objectif était bien de changer la vie, de changer sa vie.

Quand on s'engage dans un projet collectif à partir de sa vie privée, qu'on construit d'un même mouvement son individualité et le destin historique de son sexe, que le collectif est vécu comme espace de l'authenticité, comment pourrait-il y avoir place pour un espace privé, à l'écart ? Quelle nécessité de protéger un "for intérieur" qui ne pourrait être que défiance à l'égard du combat commun pour la libération de chacune ? L'engagement dans le mouvement des femmes était total, sans réserve. C'était une association comme celle dont avait rêvé Rousseau, "*qui défende et protège de toute la force commune la personne (de chacune) et par laquelle chacun(e) s'unissant à tou(te)s n'obéisse pourtant qu'à (elle)-même et reste aussi libre qu'auparavant*".

II - ENTRE PRIVÉ ET PUBLIC : L'OMBRE DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Etrangement l'ombre de Rousseau plane sur le féminisme. Pas seulement à cause de ce choix d'un engagement total à la communauté, ou du refus de toute forme de représentation au nom d'une souveraineté inaliénable. Mais aussi parce que le féminisme prend en partie sa source — intellectuellement et historiquement — dans ce paradoxe de la pensée de Rousseau, qui est aussi celui de la Révolution française. Rousseau est en même temps le théoricien révolutionnaire du *Contrat social* et le chantre d'un féminin relégué dans la nature. Le sacre politique de l'homme-citoyen va chez lui de pair avec le déni de citoyenneté des femmes, comme si leur exclusion était nécessaire à l'établissement de la démocratie.

5. Kandel (L.), "Du politique au personnel, le prix d'une illusion", article cité.

Hobbes ou Locke posaient des limites à l'action du pouvoir sur les individus. Pour des raisons différentes, ils traçaient une frontière entre un domaine public où s'exerce le pouvoir politique et un domaine privé qui lui échappe et où chacun a la maîtrise de son for intérieur. Le *Contrat social* de Rousseau exige un engagement sans réserve, "*l'union est aussi parfaite qu'elle peut l'être... car s'il restait quelques droits aux particuliers... chacun étant en quelque point son propre juge prétendrait bientôt l'être en tous*"⁶.

Ce n'est pas le privé qui est exclu du *Contrat social* ; ce sont les femmes. Rousseau trace entre les sexes une ligne de partage absolue. Les hommes sont liés entre eux par le *Contrat social*, chacun échange une liberté naturelle contre une liberté civile et devient souverain. Les femmes ne sont liées à la société que par l'intermédiaire des hommes. Le seul contrat auquel elles peuvent — et doivent — souscrire, est le contrat de mariage où elles aliènent toute souveraineté, toute volonté propre. La seule liberté que Rousseau demande pour elles est celle de se choisir "*un chef pour la vie*". Un tel contrat "*qui stipule d'une part une autorité absolue et de l'autre une obéissance sans borne*" est ailleurs qualifié par Rousseau de "*convention vaine et contradictoire*" : "*Renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs... une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme*" dit-il. Mais la femme doit "*se borner au gouvernement domestique, ne point se mêler du dehors, se tenir enfermée chez elle, et (...) maintenir toujours sa personne sous l'absolue loi du mari*". En effet : "*en devenant votre époux, Emile est devenu votre chef : c'est à vous d'obéir, ainsi l'a voulu la nature*"⁷.

"La nature !" Il n'y a pas de justification théorique à l'exclusion des femmes dans les principes de Rousseau (ou dans ceux de la Révolution française) et c'est selon une logique hétérogène que celui-ci justifie l'exclusion des femmes. Comme après lui Amar, Chaumette et les Conventionnels qui en novembre 1793 interdirent les clubs de femmes. Ils appellent la nature à la rescousse, non pas celle qui donne aux hommes des droits inaliénables et sacrés, mais une "nature féminine" qui ne donne que des devoirs et qui doit être fabriquée artificiellement par l'éducation : "*Toute l'éducation des femmes doit être relative aux hommes. Leur plaire, leur être utiles, se faire aimer et honorer d'eux, les élever jeunes, les soigner grands, les conseiller, les consoler, leur rendre la vie agréable et douce : voilà les devoirs des femmes dans tous les temps et ce qu'on doit leur apprendre dès leur enfance*"⁸.

Malgré cela, ou plutôt à cause de cette contradiction évidente avec les normes dont se réclame la société, le féminisme — en France aux XVIII^e et XIX^e siècles — s'est appuyé sur les principes de 89, le droit naturel et l'argumentaire de Rousseau. C'est au nom de la Déclaration des Droits de l'Homme

6. Rousseau (J.-J.), *Le Contrat social*, Chap VI, "Du pacte social".

7. Rousseau (J.-J.), *Fragments pour l'Emile* (La Pléiade, n°3, 1959, p.872).

8. Fontenay (E. de), "Pour Emile et par Emile, Sophie ou l'invention du ménage", *Les Temps Modernes*, mai 1976, "Petites filles en éducation".

et du Citoyen et sur son modèle que les féministes françaises ont réclamé des droits pour les femmes. Olympe de Gouges la première, dans sa *Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne* en 1791 : “*La femme naît libre et demeure égale à l’homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l’utilité commune*”⁹. En 1792, dans *A Vindication of the Rights of Women*, Mary Wollstonecraft revendiquait pour toutes “*les attributs de l’humanité*” : “*Tous les droits sacrés de l’humanité sont violés quand on exige d’elles une obéissance aveugle*”¹⁰. Les groupes féministes qui se sont succédé en France au XIX^e siècle se nommaient “*Société des droits de la femme*” ou “*Société pour la revendication des droits de la femme*”. Flora Tristan retrouvait les accents de 89 pour affirmer : “*Tous les malheurs du monde proviennent de cet oubli et mépris qu’on a fait jusqu’ici des droits naturels et imprescriptibles de la femme*”. Plus tard Hubertine Auclerc rappellerait inlassablement l’indivisibilité du droit naturel : “*le droit est le droit, et malgré toutes les usurpations commises contre le droit des femmes, il est et il subsiste*”.

C’est un fait qu’il est difficile, au regard des principes démocratiques et de l’égalité de tous, de justifier que la femme soit un être pour autrui et non un être pour soi. Il faut pourtant tenter de comprendre cette aberration de la Révolution, cette nécessité d’inventer la citoyenneté sans les femmes, de construire une “*démocratie exclusive*”¹¹.

Pour Michelle Perrot, la distinction du public et du privé, aussi variable soit-elle, est dans maintes sociétés un mode d’organisation des rapports de sexe. Elle prend une valeur nouvelle dans les discours et les pratiques aux lendemains de la Révolution, parce qu’elle permet de remettre de l’ordre dans un monde bouleversé et de redéfinir les rôles, les tâches et les espaces. L’exclusion des femmes de la citoyenneté et de l’espace public en est le corollaire, même si elle est embarrassée par la proclamation de l’égalité des individus¹².

Le nouveau modèle familial qui se développe avec la montée de la bourgeoisie sépare le travail du foyer et répartit les domaines de compétence entre les sexes. Son Code Civil prendra toutes les dispositions pour assurer la soumission des femmes et la légitimité des héritiers.

Pierre Rosanvallon propose une explication à “*l’exception française*” : “*un siècle sépare la reconnaissance du suffrage masculin (1844) et celle du suffrage féminin (1944), alors que ce décalage est partout ailleurs beaucoup plus réduit*”¹³. Celle-ci, dit-il, tient aux fondements philosophiques et politiques du

9. Gouges (O. de), “*Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne*” (1791), in *Le Grief des femmes*, ed Hier et demain.

10. Wollstonecraft (M.), *A vindication of the Rights of Women*, Londres, 1792.

11. Fraisse (G.), *Muse de la raison, La démocratie exclusive et la différence des sexes*, Alinéa, 1989.

12. Perrot (M.), “*Introduction*”, *Cahiers du CEDREF*, n° 1, “*Silence, émancipation des femmes entre privé et public*”.

13. Rosanvallon (P.), *Le Sacre du citoyen, Histoire du suffrage universel en France*, Gallimard, 1992, p.393, sqs.

droit de suffrage au pays de la Révolution. La citoyenneté, appropriation collective de la souveraineté royale, s'inscrit dans le processus d'individuation ; elle est refusée aux femmes qu'on ne veut pas considérer comme des individus. L'universalisme démocratique français explique ainsi que la citoyenneté soit refusée si longtemps aux Françaises, alors que l'utilitarisme anglo-saxon s'accommode du suffrage des femmes en tant que femmes.

Cette distinction, si marquée en France, entre l'ordre de la société, identifié au masculin, et l'ordre de la nature où sont renvoyées les femmes répond — c'est évident chez Jean Jacques Rousseau — à une angoisse de nature sexuelle. Il redoute la "*promiscuité civile qui confond partout les deux sexes dans les mêmes emplois, dans les mêmes travaux*"¹⁴, par crainte qu'elle ne mette en danger l'attirance sexuelle, que l'amour ne dégénère en amitié. C'est pourquoi doit être reléguée hors de l'espace public "*cette précieuse moitié de la République qui fait le bonheur de l'autre et dont la douceur et la sagesse y maintiennent la paix et les bonnes mœurs*"¹⁵.

L'exclusion des femmes, au commencement de la démocratie est donc, comme le souligne Geneviève Fraisse une réponse à cette "*angoisse profonde de l'homme, celle de ne plus trouver en la femme l'autre de lui-même, l'autre qui lui assure son pouvoir*". Peur de la confusion entre les sexes, d'une égalité entre eux qui tournerait à la rivalité, mais aussi, avec le début de l'ère démocratique, "*refus que l'exception fasse règle*". Le régime féodal avait pu admettre des exceptions, des privilèges que la démocratie ne peut tolérer. Désormais c'est toutes les femmes, également, qui seront tenues à l'écart de la chose publique ; en échange de quoi on leur attribuera le pouvoir sur les mœurs¹⁶.

Le féminisme est toujours une protestation contre l'exclusion des femmes de la *res publica* et leur relégation dans un "privé" subordonné et dévalorisé. Mais selon les moments il pose le problème de façon différente. Pour la première vague féministe, au XIX^e et au début du XX^e siècle, l'objectif c'était l'égalité des droits civils et politiques, l'éducation, l'entrée dans les professions ; c'est à dire l'accès à la sphère publique. La deuxième vague, celle des années 70 de ce siècle a pris le problème par l'autre côté, par ce qui forge l'identité, le statut sexuel, par ce qui constitue les femmes comme des individus autonomes : le libre choix de la maternité, la contestation des institutions de la vie privée et des rôles sexuels. Poser "le personnel" comme "politique" et les rapports entre les sexes comme des rapports sociaux, était certainement le moyen le plus radical de redéfinir l'identité des femmes.

14. Rousseau (J.-J.), *L'Emile*, ed. Garnier, p.452.

15. Rousseau (J.-J.), *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*.

16. Fraisse (G.), *La Raison des femmes*, Plon, 1992, p.53.

III - LES DÉRIVES DE LA POLITISATION DU PRIVÉ

“Ce va-et-vient incessant entre le public et le privé, cette façon que nous avons eue de brouiller les cartes, de nommer “politique” ce que d’autres (tous les autres) qualifiaient de “personnel”, c’est la grande force du mouvement que nous avons créé mais c’est aussi, paradoxalement, sa plus grande faiblesse. C’est en effet la brèche par où se sont engouffrés tous les dérèglements dont a souffert notre utopie : en son nom se sont dressés des tribunaux (les commissaires) politiques jugeant une seule personne au nom de toutes ; là s’est esquissée la fracture de chacune, cet instant où l’on ne peut être à la fois seule et multiple”¹⁷.

La politisation du privé avait fait l’originalité du mouvement féministe, lui assurant une influence sans commune mesure avec son importance numérique, parce que s’y exprimaient — avec humour et dérision — des aspirations largement partagées par les femmes de cette génération. Valorisés, légitimés, les problèmes de chacune étaient imposés dans le champ politique, principalement dans la lutte pour l’avortement qui a été l’occasion d’un affrontement avec l’Etat au nom de la liberté de disposer de son corps. La détermination des femmes, et le soutien de plus en plus large que la société lui a accordé ont fait céder le pouvoir.

Mais le sens politique des positions féministes n’a pas toujours été aussi clair que sur la question de l’avortement. Et la politisation du privé portait en germe des dangers que le Mouvement, dans son absolue confiance en lui-même, n’a pas su conjurer.

Le premier, le plus banal, est sans doute la dépolitisation, c’est-à-dire le repli sur ses problèmes personnels, considérés comme politiques, et sur l’oppression des femmes, considérée comme la matrice de toutes les autres. Comme en réponse au marxisme pour lequel la classe ouvrière portait le destin de l’humanité, le messianisme féministe proclamait que l’abolition du patriarcat entraînerait en chaîne la crise de tous les systèmes de domination. “Nos luttes changent la vie entière” chantaient les femmes persuadées que leur révolte obligeait à inventer des rapports humains absolument nouveaux¹⁸. Et bientôt le “politique” se trouva réduit au “personnel”, et le mouvement des femmes se replia sur lui-même. Les protestations furent nombreuses et éloquentes comme les tentatives d’empêcher que le Mouvement ne devienne un ghetto. Mais il était bien difficile de résister alors que la crise du militantisme avait déjà décimé l’extrême gauche¹⁹.

17. Cathy, “C’est la vérité... mais c’est pas une raison pour le dire”, in *Chroniques d’une imposture, Du Mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*, ed Association Mouvement pour les Lutttes Féministes, 1981 (Préface de Simone de Beauvoir).

18. Brisac (G.), “Nos luttes changent la vie entière ?”, *La Revue d’en face*, n° 9/10, premier trimestre 1981. “Les femmes”(anonyme), *Le Torchon brûle*, n° 0 (1971).

19. Théry (I.), “Un malheur n’arrive jamais seul”, *La Revue d’en face*, n° 6, juin 1979.

En désertant le domaine de la politique institutionnelle au nom d'une vision différente, en dénonçant la "politique masculine", le Mouvement des femmes a aussi justifié les réticences traditionnelles des femmes. Et il porte sans doute une part de responsabilité dans le faible progrès de la représentation des femmes dans les Assemblées françaises²⁰. Il y avait 1,6 % de femmes à l'Assemblée Nationale en 1973, 3,6 % en 1978 ; il y en a aujourd'hui 5,8 % ; alors que pendant cette période clef de l'histoire des femmes, leur nombre s'est multiplié dans la plupart des Parlements européens où elles forment 10, 20, 30 ou 40 % de la représentation nationale.

A l'inverse, la politisation du personnel permettait d'appliquer des critères politiques aux choix de la vie privée. Or la conception du politique qui règne en France est particulièrement idéologique. Le conflit politique y prend aisément la forme d'un affrontement entre le bien et le mal. On aime le débat contradictoire, l'affrontement des principes. On préfère les choix qui tranchent aux compromis qui obscurcissent²¹. Et puis le M.L.F. avait hérité d'une certaine philosophie maoïste, on y valorisait la "*dynamique des contradictions*", sinon la "*lutte entre deux voies*". Le radicalisme était toujours préféré au réformisme. La politique du personnel, c'était donc la porte ouverte au contrôle politique sur les vies privées. Les choix de chacune ne sont-ils pas, en effet, des choix politiques, qui engagent aussi collectivement le Mouvement ? Celui-ci avait une position officielle fort prudente : il n'y a pas de "bonnes solutions" ; c'est à chacune de choisir son mode de vie et ses compromis. Le Mouvement se contentait de dénoncer les normes et les pressions sociales qui enferment les femmes : "*nous voulons être célibataires, divorcées, remariées, enceintes, avortées ou homosexuelles sans que cela soit un handicap professionnel ou une tare sociale*"²². Il n'empêche que certains choix, tel l'homosexualité, pouvaient apparaître plus conformes avec l'idéologie de rupture du M.L.F., que cette préférence sexuelle a quelquefois été revendiquée comme un "choix politique". Que cela — en tous cas — a été ressenti par beaucoup comme une nouvelle norme et comme une condamnation. Ainsi le "groupe des femmes mariées" protestait : "*Nous refusons de nous considérer comme réformistes ou irrémédiablement aliénées parce que nous sommes dans une situation de compromission*". Ajoutant — argument politique — qu'il ne serait pas bon que le M.L.F. devienne un "*groupe d'élite, refusant les compromissions de la masse et finissant par se couper complètement d'elle (tout en militant pour sa libération)*"²³. C'est un fait qu'il devenait de plus en plus difficile de parler de ses problèmes personnels dans leur complexité, d'avouer la tendresse en même temps que l'oppression ; alors les questions privées se sont faites plus discrètes, elles sont sorties du champ de la réflexion collective, pour se replier dans un for intérieur inavoué.

20. Sineau (M.), "Autour d'une dette non reconnue, l'apport du M.L.F. sur la scène politique", in *Crise de la société, féminisme et changement*, op. cit.

21. Winock (M.), *La Fièvre hexagonale*, Calmann-Levy, 1986, pp. 384-385.

22. "Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?", tract groupe MLF du XII^e arrondissement (1971).

23. Groupe des femmes mariées, *Le Torchon brûle*, n°3 (1972).

Une autre expérience, particulièrement complexe et douloureuse a déchiré le Mouvement des femmes. Dans sa quête de l'identité féminine, le groupe "Psychanalyse et politique" cherchait à faire émerger une spécificité refoulée et à trouver la singularité de l'inconscient féminin. Cela passait par l'analyse publique des inconscients ; chacune exposait au groupe ses pulsions, ses névroses, ses tentations et recevait l'analyse qui en était faite — gratifiante ou non. Cela conduisit à la définition d'une norme du féminin à laquelle les femmes du groupe cherchaient à se conformer par un "travail sur soi". Était défini du même coup le pôle opposé, le "mal" qu'il fallait combattre (en soi et à l'extérieur du groupe) auquel était donné le nom de féminisme. En effet, le féminisme était fustigé dans ce groupe comme le plus grand danger dans la lutte des femmes, parce qu'il serait désir de reconnaissance ou de pouvoir, qu'il tendrait à intégrer les femmes à la société et à faire disparaître le féminin dans le modèle dominant — masculin.

Dans cet exemple la négation du for intérieur est poussée jusqu'à ses dernières limites puisque c'est l'inconscient qui est collectivisé ou interprété de force. En quelque sorte, la psychanalyse a pris la place du matérialisme dialectique. Le terme "inconsciemment" a remplacé celui d'"objectivement" — permettant à son tour d'interpréter les actions ou les pensées en dépit de leur intention²⁴.

L'analyse de ces dérives a été faite — avec beaucoup de clairvoyance — par des féministes. Après les "femmes mariées" qui ont élevé la première protestation, Claude a dénoncé une tendance "à instaurer le M.L.F. dans nos têtes comme une nouvelle instance de référence et de contrôle qui dans le meilleur des cas substitue la tyrannie de l'antinorme à celle de la norme et qui le plus souvent se juxtapose simplement à elle"²⁵. Le "groupe du Jeudi" a cherché à empêcher le repli du Mouvement sur lui-même et sur ses nouveaux conformismes. On y parlait "politique extérieure", "pratique hétérosociale" et rapport aux institutions. "Unes ne se divisent pas qu'en deux" proclamait le "portrait robot de la femme assidue — ou pas — au groupe du jeudi, dit aussi groupe politique extérieure"²⁶ qui rêvait que le M.L.F. redevienne un mouvement, c'est à dire un lieu de contradictions et de communication. Nadja Ringart a démonté le mécanisme de "la naissance d'une secte" et Marie-Jo Dhavernas décortiqué le discours totalitaire du groupe qui prétendait détenir la vérité du féminin.

24. Ringart (N.), "La naissance d'une secte", in *Chroniques d'une imposture, op.cit.*

25. Claude, "Questions d'un moi en mouvement à un mouvement Sur-moi", *Les Temps Modernes*, n°333/334, avril-mai 1974, "Les femmes s'entêtent" (rééd. Gallimard, "Idées", 1975).

26. "Unes ne se divisent pas qu'en deux, ou portrait robot de la femme assidue ou pas au groupe du jeudi, dit aussi groupe politique extérieure", (tract 1974, dossier féminisme, Bibliothèque Marguerite Durand). Le titre répond à la position de "Psychanalyse et politique" selon laquelle la ligne révolutionnaire (maoïste) "Un se divise en deux" devait combattre la ligne réformiste (Liushaoshiste) "Deux fusionnent en un". Le groupe du jeudi condamne la "lutte entre deux voies" qui mène à la destruction du mouvement des femmes.

Bien d'autres ont apporté leur pierre à l'analyse de cette "imposture" qui déposa le Mouvement de libération des femmes comme marque commerciale²⁷.

Il faut pourtant noter que ces textes de dénonciation et de propositions de redressement n'envisagent jamais de remettre en question les principes fondateurs du M.L.F. Au contraire ils appellent à revenir aux sources, à retrouver la fusion entre le personnel et le collectif, l'unité dans la diversité et dans le respect des choix individuels. S'ils constatent le retour d'une certaine réserve, ce n'est pas pour défendre l'idée du "for intérieur", c'est pour déplorer qu'il soit devenu nécessaire : "*au mouvement nulle n'interpelle plus son oppression à elle devant les autres, cette démarche qui nous avait fondées est petit à petit oubliée. Le vécu se cache et il a raison : il est traqué. Une hiérarchisation implicite des solutions personnelles est là qui lui demandera des comptes*"²⁸.

"Le personnel est aussi politique" avait été un mot d'ordre libérateur, il était devenu synonyme de contrôle politique, permettant de juger les pratiques de chacune à l'aune d'idéologies de groupe. Mais les féministes, si inventives pour dénoncer les risques totalitaires du gauchisme semblent paralysées devant les ambiguïtés de leur propre mouvement comme s'il leur était impossible de rétablir la légitimité d'un "for intérieur" sans perdre ce qui avait fait le sens de leur action.

Conclusion

On a assisté dans les années 70 à un mouvement de recomposition du clivage public-privé, dont le mouvement des femmes n'était sans doute que la partie la plus visible. Ses effets se sont d'abord fait sentir sur le gauchisme, dont les hiérarchies ont été bouleversées : en mettant l'accent sur l'impératif de l'émancipation immédiate, sur la légitimité des problèmes existentiels, de la conquête de l'identité subjective et de la personnalité, le mouvement des femmes a mis en question le schéma lénino-marxiste de la révolution, c'est-à-dire le rôle historique du prolétariat (qui d'ailleurs se refusait à le jouer) et la fonction politique des militants professionnels. Il a imposé "*le droit de dire "je" au sein d'une collectivité solidaire, au lieu de la négation de soi au sein d'une collectivité combattante*"²⁹. Il a ainsi amorcé et légitimé le mouvement de repli sur la vie privée, qui a accompagné la crise du militantisme.

27. Ringart (N.), "La naissance d'une secte", *Libération*, 1er juin 77. Dhavernas (M.-J.), "Des divans profonds comme des tombeaux", *La Revue d'en face*, n° 8. Ces textes et de nombreux autres sont rassemblés dans *Chroniques d'une imposture, Du Mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*, (Association du Mouvement pour les luttes féministes, préface de Simone de Beauvoir, 1981). En 1979 trois femmes du groupe "Psychanalyse et politique" ont déposé à la Préfecture de Police puis à l'Institut de la propriété industrielle et commerciale le nom, le sigle et les représentations de ce qui avait été le Mouvement de Libération des femmes — M.L.F. —

28. Voir Claude, "Questions d'un moi en mouvement...", article cité.

29. Hamon (H.) et Rotman (P.), *Génération, Les années de poudre*, "Conclusion", Seuil, 1988.

Dans l'ensemble de la société aussi il y a eu recomposition du clivage public-privé. Le politique s'est élargi à des questions autrefois considérées comme privées (à commencer par l'avortement qui est entré dans le débat électoral en 1974 et a amené une recomposition des alliances politiques pour le vote de la loi Veil). En même temps le politique perdait quelque peu de sa rigidité. L'hédonisme des années 70 entraînait une certaine psychologisation de la scène publique et des activités autrefois impersonnelles et objectives. Cette dynamique s'est ensuite figée tandis que la politique — quelque peu assouplie — retrouvait ses marques traditionnelles.